

L'UE serre les cordons de la bourse pour désamorcer
la crise politique en Mauritanie

Pour dix millions d'euros seulement...

Par Mariem Mint DERWICH

Dix millions d'euros en moins sur les financements accordés par le Fonds Européens pour le Développement (FED) à la Mauritanie. C'est la décision que l'Union Européenne, l'un des principaux partenaires au développement de la Mauritanie, vient de prendre pour faire pression sur le pouvoir afin d'amorcer un processus de décrispation politique.

"Cette baisse devrait signifier aux autorités mauritaniennes la nécessité de renforcer l'Etat de droit", selon Louis MICHEL, le Commissaire Européen.

La question d'un nécessaire et obligatoire (si ce n'est pragmatique) dialogue entre une opposition "braquée" par les différents événements de 2003 et 2004, et un pouvoir "fermé" à toute conciliation et arc-bouté dans une spirale de répression semble être, depuis deux

mois, l'objet de toutes les attentions.

Cette fin d'une année tristement chaotique, marquée par des énièmes tentatives ratées de coups d'état, les arrestations de personnalités de l'opposition, le procès à Wad Naga des instigateurs de la tentative de putsch du 08 juin 2003, voit s'accélérer beaucoup de choses, et sur le plan national et sur le plan des relations Mauritanie / Union Européenne.

Le colloque du 09 Novembre dernier sur la Mauritanie, à l'invitation de la députée européenne des Verts, Marie-Anne ISLER-BEGUIN (voir Calame n°462 et 463) qui réunissait des représentants de l'opposition nationale et en exil et des membres du PRDS autour du thème du dialogue, semble avoir ouvert les portes à maintes agitations diplomatiques et négociations en coulisses.

Dès le 18 Novembre 2004, les principaux chefs de l'UFP, en la personne de Ould

Suite en page 3

Pour dix millions d'euros...

Suite de la Une

Bedreddine, Ould Maouloudet et Ba Boubacar Moussa, rencontreraient, au grand dam des autres partis d'opposition, le chef de l'Etat afin de discuter de la nécessité d'instaurer un dialogue entre le pouvoir et l'opposition.

Dans la foulée, le 07 Décembre 2004, l'ambassadeur de France, Patrick NICOLOSO, recevait plusieurs députés des partis membres de la coordination de l'opposition mauritanienne dans le but de rechercher, là aussi, des moyens et des voies pour créer les conditions d'un dialogue entre pouvoir et opposition. Cette rencontre, en la présence de plusieurs ambassadeurs de l'Union Européenne (P. NICOLOSO est le coordinateur de l'action des missions diplomatiques de l'UE dans notre pays), apparaît comme un changement d'attitude de l'UE vis à vis de notre pays au vu de la crise qu'il traverse.

Le 14 Décembre 2004, la députée M-A ISLER-BEGUIN interpellait le commissaire européen, lors de la séance plénière du Parlement Européen, au sujet de la Mauritanie afin de savoir ce que l'UE avait l'intention de faire "afin de trouver une issue négociée à la crise mauritanienne et à ne pas avoir ... à prendre la responsabilité d'une non-assistance à peuple en péril".

Le commissaire, Louis MICHEL, reconnaissait que "2003 peut être considérée comme une année de recul sur le plan démocratique" en Mauritanie et annonçait une réduction de l'enveloppe du FED de 10 millions d'euros, afin de "tenir compte, notamment,

de l'insuffisance constatée dans la révision à mi-parcours 2004 des performances sectorielles, précisément en ce qui concerne le renforcement des capacités et l'établissement d'un Etat de droit". Ce coup de semonce au régime en place fut atténué, cependant, par le même Louis MICHEL qui déclarait ne pas avoir "suffisamment d'éléments dans l'immédiat", afin d'entreprendre "une initiative forte afin de trouver une issue négociée à la crise". Et le commissaire d'annoncer une rencontre future avec le chef de l'Etat et "un certain nombre de relais en Mauritanie pour parler de cette situation", rencontre prévue pour le début de l'année, selon certains observateurs bien informés.

Ces "agitations de manchettes" et ces apparents revirements / pressions européens ne sont-ils dus qu'au colloque du 09 Novembre? Si cette réunion au Parlement de Bruxelles semble avoir fait démarquer une dynamique un tant soit peu positive, cette dernière ne peut être mise au crédit que de ce seul colloque. Le pouvoir, piégé par sa lutte anti-terroriste aux côtés des américains, malmené par une partie de son armée, "lâché" lors des heures sombres du 08 Juin 2003 par son entourage, replié dans une position attentiste, incapable de comprendre le pourquoi de l'absence des chefs de l'opposition lors du grand déballage médiatique de la saisie du camion rempli d'armes après Août 2004, et dans l'incapacité de promouvoir un dialogue, semble s'être résigné à composer avec son opposition. D'autant plus que cette dernière a

su jouer auprès de l'Union Européenne et l'amener à réagir. Et quand on sait la manne financière que représente l'Europe pour notre pays, il n'était dans l'intérêt de personne, et surtout pas du chef de l'Etat, de laisser s'enliser une crise dont personne ne voyait l'issue, ne serait ce que pour la survie du régime en place.

Les changements d'alliances provoqués par notre nouvelle manne pétrolière, les jeux de "t'aime, moi non plus" avec la France, les ruptures des alliances traditionnelles avec certains pays de la sous région, les crises entre opposition et pouvoir, les arrestations de leaders politiques... ont fait que l'impasse ne pouvait être autre chose que de l'aveuglement.

Et les signes ne trompent pas: que le Sénat ait décidé d'instituer une "diplomatie parlementaire" qui se veut plus efficace est un geste fort, bien que symbolique pour le moment. Aussi fort que la diminution du montant du Neuvième FED...

Le chemin est encore long avant de voir régner la paix civile, certes. Le passif humanitaire, les non-dits des années sombres, le bouclage des institutions démocratiques après l'espoir de 2001... sont autant de pierres sur la route.

Et dix millions d'euros méritent bien un petit effort d'imagination. Tout comme un dialogue constructif ne pourra sûrement pas se faire sans l'UE et nos partenaires des accords de Cotonou et du nouveau voisinage Euro-Méditerranéen.

Affaire à suivre...